

EFFICACITE DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE : REVUE DE LITTERATURE

Effectiveness of Fiscal Policy: Literature Review

DKHISSI Atman

Enseignant-chercheur, *Faculté d'Économie et Gestion de Kenitra*, Université Ibn Tofail, Maroc, *Laboratoire d'Économie et de Management des Organisations (LEMO)*.

 <https://orcid.org/0000-0002-6969-6558>

Correspondence address:

Faculté d'Économie et Gestion de Kenitra
Université Ibn Tofail de Kenitra, Maroc
Laboratoire d'Économie et de Management des Organisations (LEMO)
Campus universitaire, BP 242, Kenitra, Maroc
Code Postal : 14000.

Cite this article

Dkhissi, A., (2024). Efficacité de la politique budgétaire: Revue de littérature. International Journal of Economics and Management Sciences, volume 3 (1), pp. 44-68

Submitted: 10/03/2024

Accepted: 13/04/2024

Résumé

L'article examine l'efficacité de la politique budgétaire à travers trois axes distincts. Dans un premier temps, on se base sur le modèle IS-LM en économie fermée pour analyser comment la politique budgétaire peut influencer l'équilibre économique, mettant en avant l'effet multiplicateur de la dépense publique dans une perspective keynésienne. Ensuite, une analyse en économie ouverte est proposée, intégrant la contrainte extérieure et soulignant l'importance de considérer la nature du régime de change (fixe ou flottant), ainsi que le niveau de mobilité des capitaux. Enfin, l'article explore le modèle d'offre et de demande agrégées, mettant en lumière les relations entre la politique budgétaire et les agrégats macroéconomiques, tout en tenant compte de l'impact des anticipations des agents économiques sur l'efficacité des mesures budgétaires. Ce dernier modèle est présenté comme une réponse aux limites inhérentes au modèle traditionnel IS-LM.

Mots clefs : Keynésianisme, Modèle IS-LM, Modèle d'offre et de demande agrées, Politique budgétaire, Revue de littérature.

JEL: O1, O11, E, E6, E61

Abstract

The article examines the effectiveness of fiscal policy through three distinct axes. Firstly, it relies on the IS-LM model in a closed economy to analyze how fiscal policy can influence economic equilibrium, emphasizing the multiplier effect of public spending from a Keynesian perspective. Subsequently, an analysis is provided in an open economy, integrating the external constraint of the balance of payments equilibrium, underscoring the importance of considering the nature of the exchange rate regime (fixed or flexible) and the degree of capital mobility to assess the effectiveness of fiscal policy. Finally, the article explores the aggregate supply and demand model, shedding light on the relationships between fiscal policy and macroeconomic aggregates, while taking into account the impact of economic agents' expectations on the effectiveness of budgetary measures. This latter model is presented as a response to the inherent limitations of the traditional IS-LM model.

Keywords: Keynesianism, IS-LM Model, Aggregate Supply and Demand Model, Fiscal Policy, Literature Review.

Introduction

« *L'Etat doit supprimer les dépressions et maintenir en permanence une situation voisine du boom* » (J.M. Keynes, 1936).

En 1936, John Maynard Keynes (1883-1946) publiait son ouvrage majeur intitulé « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie ». Les contributions de Keynes ont incontestablement façonné la majeure partie des avancées de l'analyse macroéconomique moderne, que ce soit à travers les prolongements proposés par les économistes de la pensée keynésienne ou les critiques vives émanant des économistes néoclassiques.

Selon la perspective keynésienne, les dépenses publiques peuvent jouer un rôle décisif dans la stimulation de l'activité économique.

La politique budgétaire d'inspiration keynésienne génère une demande publique qui permet de soutenir la demande privée sans la remplacer. La théorie keynésienne appréhende la relation entre la dépense publique et la croissance économique à travers l'effet multiplicateur. Une littérature théorique abondante soutient tantôt la relance budgétaire par le biais de la politique économique discrétionnaire keynésienne, tantôt l'austérité budgétaire soutenue essentiellement par les partisans de l'orthodoxe classique ou les politiques de règle telles que celles proposées par la Nouvelle Macroéconomie Classique (Kydlan, F. E., & Prescott, E. C., 1977)¹.

Pour l'hétérodoxie keynésienne, la relance budgétaire favorise la croissance économique et contribue à s'approcher du plein emploi. Inversement, l'orthodoxie classique assimile le déficit budgétaire à un déséquilibre macroéconomique révélateur d'une gestion malsaine de l'économie, légitimant un retrait de l'État de l'activité économique et sociale en faveur d'un ajustement par le marché (Panizza, U., & Presbitero, A. F., 2012).

Avec Keynes (1936), la politique conjoncturelle devient nécessaire en raison de la possibilité de sous-emploi. Keynes privilégie les salaires nominaux par rapport aux salaires réels car il pense que les salariés y sont plus sensibles. Cependant, ces salaires nominaux sont rigides à court terme car ils résultent de contrats. Dans ce cas, s'il y a chômage, l'application de la théorie classique ne fera qu'aggraver la situation, car la baisse des salaires préconisée dans une perspective libérale contractera la consommation, l'investissement et l'emploi. Si cette baisse

¹ Dans cette perspective, d'autres travaux peuvent être avancés, comme ceux de : Barro, R. J., & Gordon, D. B. (1983). Barro, R. J. (1990), Romer, P. (1986) et Lucas, R. E. (1988).

est rationnelle au niveau micro-économique, elle est désastreuse au niveau macro-économique. Une politique de relance conjoncturelle se justifie donc.

Les dépenses jouent un rôle crucial, car les investissements publics stimulent la production, tout comme les subventions. Les dépenses de transferts influent sur le revenu disponible des ménages, affectant ainsi la consommation. Il existe également des effets directs, par exemple, en développant l'emploi public, l'État peut créer de l'emploi et réduire le chômage.

La présente étude s'articulera autour de trois axes majeurs visant à examiner les conditions d'efficacité de la politique budgétaire dans différents contextes économiques. En premier lieu, nous nous pencherons sur le modèle IS-LM (Hicks, J., 1937) en économie fermée, analysant les mécanismes par lesquels la politique budgétaire peut modifier l'équilibre économique. Dans un second temps, notre analyse s'étendra à l'économie ouverte, en intégrant la contrainte extérieure de la balance des paiements (Mundell, R.A., & Fleming, M., 1964) et (Fleming, M., 1961 ; 1962). Enfin, la troisième partie sera consacrée au modèle d'offre et de demande agrégées, mettant en lumière les relations entre la politique budgétaire et les agrégats macroéconomiques. Cette structure tripartite permettra une exploration approfondie des implications de la politique budgétaire dans des contextes variés, enrichissant ainsi notre compréhension des mécanismes économiques à l'œuvre.

1. La politique budgétaire dans le modèle IS-LM, en économie fermée

« Le modèle IS-LM a été proposé par John Hicks en 1937, comme une interprétation de la théorie générale de Keynes. Il se présente sous la forme de deux courbes, dont l'une représente l'équilibre sur le marché des biens et services (IS), et l'autre, l'équilibre sur le marché monétaire (LM) ; il permet ainsi de déterminer simultanément l'équilibre sur ces deux marchés. Son intérêt majeur est donc de montrer l'interaction entre le secteur réel et le secteur financier. Le modèle IS-LM constitue en outre un outil d'analyse des effets des politiques conjoncturelles. En effet, la politique budgétaire déplace la courbe IS tandis que la politique monétaire déplace la courbe LM. Les mouvements combinés des deux courbes permettent ainsi de prévoir les effets théoriques de différentes combinaisons de politique économiques ».

Jacques Généreux, Économie politique-Macroéconomie, 2012².

² Jacques Généreux, *Économie politique-Macroéconomie*, 6^{ème} édition, Hachette supérieur, 2012.

Le modèle IS-LM³ constitue un outil d'analyse des effets des politiques conjoncturelles macroéconomiques (politiques budgétaire et monétaires). Ainsi, l'objectif premier du modèle est de caractériser l'évolution de l'économie suite à des changements de politiques économiques conjoncturelles. Le modèle est souvent présenté comme une synthèse. Cette approche a été beaucoup contestée par les keynésiens radicaux ou puristes, dans la mesure où ils ont considéré la pensée keynésienne comme un simple cas particulier de la pensée classique. Pour les puristes, le keynésianisme est une nouvelle doctrine qui s'oppose radicalement au classicisme régnant avant la crise de 1929. Pour les keynésiens puristes, les deux doctrines (classique et keynésienne) s'appuient sur des hypothèses de base complètement différentes, voire opposées. Contrairement aux keynésiens qui considèrent une économie de sous-emploi, les classiques la préconise comme étant une économie de plein emploi. Cette différence majeure en termes d'hypothèses de base, nourrit toutes les contradictions et controverses entre les deux écoles.

L'approche dans le modèle IS-LM est simplifiée. En effet, en interne, un seul objectif est fixé, à savoir, la réalisation du plein emploi. En externe, l'objectif poursuivi est celui de l'équilibre de la balance de paiement. En outre, le modèle IS-LM explique la détermination simultanée de l'équilibre sur le marché des biens et services et sur le marché monétaire. Cet équilibre général de l'économie est réalisé pour un niveau particulier du revenu et du taux d'intérêt. Certes, le modèle IS-LM forme la base de nombreuses réflexions économiques. Toutefois, plusieurs économistes affirment qu'il est dépassé actuellement et échoue à représenter le fonctionnement d'une économie moderne.

1.1. Le multiplicateur de la dépense publique au cœur des effets de la politique budgétaire dans le modèle IS-LM

En période de détérioration marquée de la conjoncture économique, les autorités gouvernementales peuvent être enclines à mettre en œuvre une politique budgétaire proactive. Cette approche vise à soutenir l'activité économique à court terme en activant le multiplicateur keynésien associé aux dépenses publiques. Le concept du multiplicateur keynésien, introduit par Keynes, met en lumière le mécanisme macroéconomique qui compense le manque de dépenses privées par une augmentation des dépenses gouvernementales.

Cet accroissement entraîne un revenu supplémentaire qui est partiellement consommé, épargné et récupéré par les administrations publiques sous forme d'impôts et de cotisations sociales. La

part du revenu supplémentaire consommée stimule la demande intérieure adressée aux entreprises, favorisant ainsi une augmentation de leurs investissements, de l'emploi et des revenus distribués. Par conséquent, l'augmentation des dépenses publiques génère un effet cumulatif (un effet multiplicateur) qui stimule davantage l'activité économique lorsque les revenus sont faiblement épargnés et imposés, et que la demande de consommation se concentre principalement sur les entreprises nationales.

Les dépenses de l'État peuvent être perçues comme un moteur de la croissance économique, soutenant la conjoncture tout en influençant l'offre et la demande. En investissant, l'État prépare la croissance future. Ainsi, il est indéniable que les dépenses publiques ont un impact positif sur la croissance économique.

La dépense publique offre également l'avantage d'amortir les répercussions des chocs externes sur l'économie nationale. En période de ralentissement économique, les dépenses publiques ont tendance à augmenter tandis que les rentrées fiscales diminuent, entraînant ainsi une détérioration du solde budgétaire. Cette détérioration entraîne un transfert de revenus des administrations publiques vers les ménages et les entreprises, réduisant ainsi l'impact du ralentissement économique sur leurs revenus. Par contre, lors de périodes d'euphorie économique, les impôts et les cotisations sociales augmentent automatiquement tandis que les dépenses baissent, freinant ainsi la croissance de la demande intérieure. En conséquence, les recettes et les dépenses publiques jouent un rôle de « stabilisateurs automatiques », atténuant les variations conjoncturelles de l'activité économique. Néanmoins, l'imposition de contraintes quantitatives au déficit budgétaire peut altérer l'efficacité de ce mécanisme. Malgré cela, dès les années 1980, certains pays industriels comme les Pays-Bas à partir de 1983 et la Nouvelle-Zélande à partir de 1985 ont entrepris des politiques volontaristes de réduction des dépenses publiques. Cette tendance s'est généralisée au cours des années 1990, où la réduction planifiée et volontaire des dépenses publiques est devenue un phénomène mondial.

Suite à la crise financière des subprimes en 2008 et à une brève période de mesures de relance budgétaire, nous avons rapidement observé un retour aux politiques d'austérité, influencé par Alberto Alesina (2010), qui soutenait certains effets expansifs de la rigueur budgétaire. Ce nouvel consensus en faveur de l'austérité alimente une pensée anti-keynésienne (NAK). Selon cette perspective, la solution réside dans un engagement durable à réduire les déficits publics, principalement par le biais de la réduction des dépenses. Les anti-keynésiens estiment qu'une consolidation budgétaire crédible et durable conduira à une amélioration des taux de croissance économique. Dans cette perspectives, d'autres chercheurs suivent une modélisation non-

linéaire de la politique budgétaire pour démontrer que la rigueur budgétaire peut effectivement produire des effets expansifs, mais seulement au-delà d'un certain seuil de déficit budgétaire ou d'endettement public (Giavazzi, F., Pagano, M., 1990) et (Dkhissi, A., 2024). Ce résultat, peut ouvrir la voie devant une pléthore d'analyses théoriques plus récentes, permettant ainsi de dépasser le clivage traditionnel « orthodoxie-hétérodoxie ».

1.2. Les conditions d'efficacité de la politique budgétaire en économie fermée

La réussite de l'action budgétaire n'est pas toujours garantie. Selon le modèle IS-LM, l'efficacité de la politique budgétaire est tributaire de plusieurs conditions.

1.2.1. Propension à épargner et efficacité de la politique budgétaire

L'interprétation de la théorie générale de Keynes, considère l'épargne comme étant récessionniste et contre-productive. La relance budgétaire ne peut favoriser positivement la dynamique économique que lorsque les agents économiques orientent la part la plus importante de leurs revenus vers la consommation. Ainsi, Un multiplicateur de dépense publique fort exige une propension à consommer forte. Selon la théorie keynésienne élémentaire, la valeur du multiplicateur en économie fermée est égale à $1/s$ (l'inverse de la propension marginale à épargner). Ainsi, l'effet le plus important de la dépense publique sur la croissance économique est réalisé quand la propension à épargner est faible. L'épargne est considérée par voie de conséquence récessive et contre-productive.

Cette explication, est intimement liée à l'analyse keynésienne des sources de la croissance économique. En effet, la fonction keynésienne de consommation fait du revenu national une variable déterminée par la consommation. Dans le cadre de cette analyse, la prospérité économique dépend de la demande effective ou la demande anticipée par les agents économiques. Autrement dit, une demande anticipée positive par les entreprises, les incite à produire davantage. *A contrario*, une demande anticipée négative aura l'effet inverse. Nous en concluons que la croissance économique dépend en premier lieu du niveau de demande anticipé sur le marché, et que cette dernière dépend elle-même du climat des affaires et de la confiance des producteurs dans l'évolution future de l'économie et de l'interprétation des différentes décisions prises par les pouvoirs publics.

L'efficacité de l'action budgétaire dépend également de la valeur de la propension à importer. En conséquence, plus cette dernière est forte, moins l'effet de la politique budgétaire sur la croissance est élevé. Pour la théorie keynésienne, l'ouverture économique engendre exportation

de l'effet multiplicateur vers les agents économiques non-résidents. En d'autres termes, la relance budgétaire profite aux entreprises étrangères et non pas aux entreprises nationales.

1.2.2. Les autres conditions d'efficacité de la politique budgétaire

En outre, l'efficacité de la relance budgétaire doit inéluctablement prendre en considération l'élasticité revenu-demande de monnaie de spéculation (préférence pour la liquidité). Nous rappelons au lecteur que la demande de monnaie par les agents économiques est faite selon le modèle IS-LM pour répondre à deux motifs principaux à savoir : la transaction et la spéculation. Le deuxième motif, en est l'une des innovations keynésiennes qui a enrichi l'analyse classique des fonctions de la monnaie. Pour Keynes, la monnaie est désirée pour elle-même. Ainsi, les agents économiques ne demandent pas la monnaie pour effectuer seulement des transactions économiques, mais également pour se protéger contre les aléas de la vie et bénéficier des conditions avantageuses de rémunération de leurs éventuels placements sur le marché des capitaux. À cet effet, la demande de monnaie est une fonction inverse du taux d'intérêt (la préférence pour la liquidité est forte pour des taux d'intérêt faibles). En somme, la réussite de la relance budgétaire passe par une demande de monnaie peu élastique au revenu, susceptible de réduire les encaisses spéculatives et financer le développement de l'activité économique. Dans le même ordre d'idées, la demande de monnaie doit être fortement élastique au taux d'intérêt. Une telle situation sera capable de permettre de réduire sensiblement les encaisses spéculatives pour des augmentations infinitésimales des taux d'intérêts. C'est-à-dire, que les placements financiers des agents économiques dépendent fondamentalement du taux d'intérêt. De surcroît, l'efficacité de la relance budgétaire nécessite également, une faible élasticité de l'investissement au taux d'intérêt. En effet, la relance budgétaire n'est pas exemptée d'effets sur le taux d'intérêt. Comme nous l'avons mentionné préalablement, une politique budgétaire expansive accroît la demande de monnaie de transaction et provoque une augmentation du taux d'intérêt qui risque de renchérir le coût de l'investissement, causant par ricochet sa baisse. Pour échapper à une telle conséquence, il est important d'avoir une faible élasticité de l'investissement au taux d'intérêt (une augmentation importante du taux d'intérêt aura un effet faible sur l'investissement).

Enfin, Il est important d'avoir des capacités de production inutilisées et une offre de biens et services élastique à court terme. En l'absence de cette condition, l'effet multiplicateur s'exerce sur les prix et non sur la production. La relance budgétaire finit par produire des tensions inflationnistes nuisibles à la dynamique économique. Il est à rappeler que

l'interprétation keynésienne de la politique budgétaire a comme point de départ l'hypothèse de l'équilibre de sous-emploi.

Notons que la politique budgétaire peut évidemment aussi être restrictive, notamment par le biais des hausses d'impôts ou de la réduction des dépenses publiques qui déplacent IS vers la gauche. En revanche ces actions n'ont a priori aucun effet sur le courbe LM mais induisent un équilibre avec moins de production et moins de taux d'intérêt.

En guise de conclusion, nous affirmons que la politique budgétaire discrétionnaire et d'inspiration keynésienne, stimule l'activité économique à travers le rôle que joue le multiplicateur de dépense publique. La relance budgétaire finit par déplacer la courbe IS à droite, permettant ainsi à l'économie de se rapprocher du plein emploi. Toutefois, la réussite de toute action budgétaire de relance est préalablement tributaire de la présence d'un ensemble de conditions de réussite.

2. La politique budgétaire en économie ouverte

De nos jours, les économies deviennent de plus en plus mondialisées, et les interdépendances entre les différents États ne cessent de croître. Face à cet état de fait, plusieurs économistes ont critiqué le modèle de base IS-LM en économie fermée, dans la mesure où ce dernier ne prend pas en considération la contrainte extérieure. Afin de dépasser cette limite méthodologique du modèle de base, deux économistes R.A. Mundell et M. Fleming intègrent durant les années 60 dans la détermination des grandeurs macroéconomiques les échanges internationaux de biens, services et capitaux (Modèle IS-LM-BP).

L'équilibre externe suppose l'analyse de l'équilibre de la balance de paiement (courbe BP) et du marché des changes. En effet, les entrées nettes de capitaux peuvent influencer sensiblement l'efficacité de la politique budgétaire mise en place par les pouvoirs publics. Le fait d'intégrer aujourd'hui la contrainte extérieure, complique davantage la mission du décideur public. Ce dernier se voit confronter à une situation de dilemme : faut-il privilégier l'équilibre interne ou bien externe ?

2.1. Les effets de la politique budgétaire en économie ouverte avec régime de change fixe

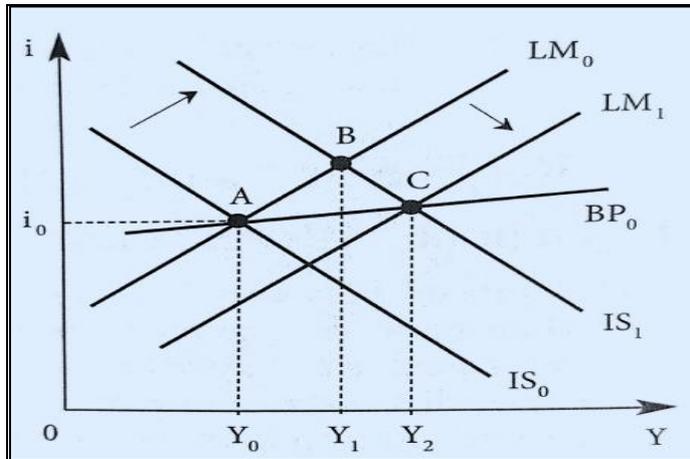
En économie ouverte, l'efficacité de la politique budgétaire peut être influencée par deux facteurs essentiels à savoir : la nature du régime de change adopté par le pays et le niveau de mobilité des capitaux. Concernant ce dernier facteur, nous focaliserons notre attention sur le cas le plus proche de la réalité à savoir, la mobilité imparfaite des capitaux.

2.1.1. La politique budgétaire avec une mobilité imparfaite (mobilité relativement forte)⁴ des capitaux en régime de change fixe

L'expansion budgétaire entraîne une augmentation du revenu national. Pour des importations constantes, l'augmentation des exportations engendre un déficit de la BTC. De même, l'augmentation de la croissance économique accroît la demande sur la monnaie. Il s'en produit une augmentation du taux d'intérêt (i) qui attire massivement des capitaux, entraînant un excédent de la BCA plus important que le déficit initial de la BTC. En effet, l'excédent de la balance globale provoque un risque d'appréciation de la monnaie nationale. Étant en régime de change fixe, l'autorité monétaire ne peut qu'intervenir sur le marché des changes afin de préserver la parité officielle de la monnaie nationale. Ainsi, l'offre de monnaie nationale par la Banque centrale augmente (offre de monnaie nationale contre la devise). Par conséquent, la courbe LM se déplace à droite : on passe de A à B puis à C. La politique de change mise en place par la banque centrale semble être cohérente avec la politique budgétaire initiale. Par ricochet, l'effet initial de la relance budgétaire se consolide. Nous concluons, que la fixité du taux de change et la forte mobilité des capitaux contribuent sensiblement à l'efficacité de la politique budgétaire.

⁴ La forte mobilité des capitaux signifie une pente faible, et vice versa.
www.ijemsjournal.com

Graphique 1 : Politique budgétaire en régime de change fixe, avec mobilité relativement forte



Source : Auteur (A partir de Jacques Généreux, *Économie politique*, 2012)⁵

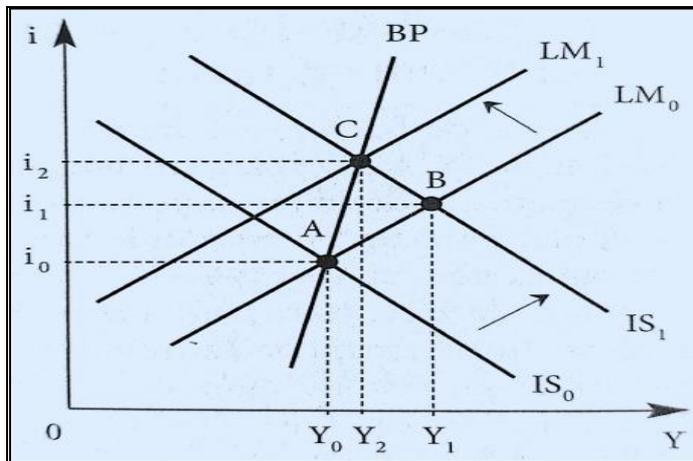
2.1.2. La politique budgétaire avec une mobilité imparfaite (faible mobilité) des capitaux en régime de change fixe

La situation de mobilité imparfaite avec une faible mobilité (pente forte)⁶, se caractérise par une faible élasticité du taux d'intérêt aux entrées nettes des capitaux. En effet, l'augmentation du taux d'intérêt national due à une expansion budgétaire, provoque un petit excédent de la balance des capitaux incapable de résorber le déficit commercial causé par la même action de relance budgétaire (propension marginale à importer élevée). De cette situation découle un déficit de la balance globale qui accroît les risques de dépréciation de la monnaie nationale. Vu la fixité du change, l'obligation de défendre la parité nationale passe par une inéluctable intervention de la banque centrale sur le marché des changes afin de vendre la devise en contre partie de la monnaie nationale. Ainsi, nous assistons à un déplacement de la courbe LM à gauche (réduction de la masse monétaire en circulation) qui nous fait passer de A à B puis à C.

⁵ Source : Jacques Généreux, *Économie politique- Macroéconomie*, 6^{ème} édition, Hachette supérieur, 2012.

⁶ La faible mobilité des capitaux signifie une pente forte et vice versa.

Graphique 2 : Politique budgétaire en régime de change fixe, avec mobilité relativement faible



Source : Idem⁷

2.2. Les effets de la politique budgétaire en économie ouverte avec régime de change flexible

Le but de cette partie est d'étudier l'impact d'une transition d'un régime de change fixe à un régime de change flottant, sur l'efficacité de la politique budgétaire.

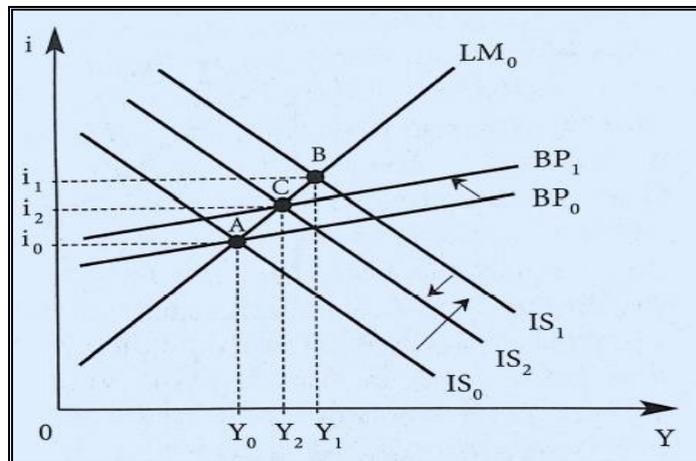
2.2.1. La politique budgétaire avec une mobilité imparfaite (mobilité relativement forte) des capitaux en régime de change flexible

Dans le cadre du régime de change flexible avec forte mobilité⁸ des capitaux (pente faible, la politique de relance budgétaire rapproche l'économie du plein emploi, et fait déplacer la courbe IS à droite. Ainsi, on passe du point A au point B. En effet, l'augmentation de Y engendre un déficit de la balance des transactions courantes (BTC). Sur le marché monétaire, L'augmentation de i entraîne un excédent important de la balance des capitaux (BCA). La forte mobilité des capitaux permet de provoquer un excédent de la BCA supérieur au déficit enregistré sur la BTC. Par voie de conséquence, notre balance de paiement sera globalement excédentaire, ce qui cause une appréciation de la monnaie nationale qui finit par détériorer la compétitivité des produits nationaux. In fine, nous assistons à un déplacement de IS et BP vers la gauche, qui fait également déplacer l'équilibre de l'économie (on passe de B à C). Nous en concluons que la forte mobilité entraîne une appréciation qui réduit l'effet initial de la Politique budgétaire.

⁷ Jacques Généreux., *op.cit.*

⁸ La forte mobilité des capitaux signifie une pente faible et vice versa.

Graphique 3 : Politique budgétaire en régime de change flexible, avec mobilité relativement forte



Source : Idem⁹

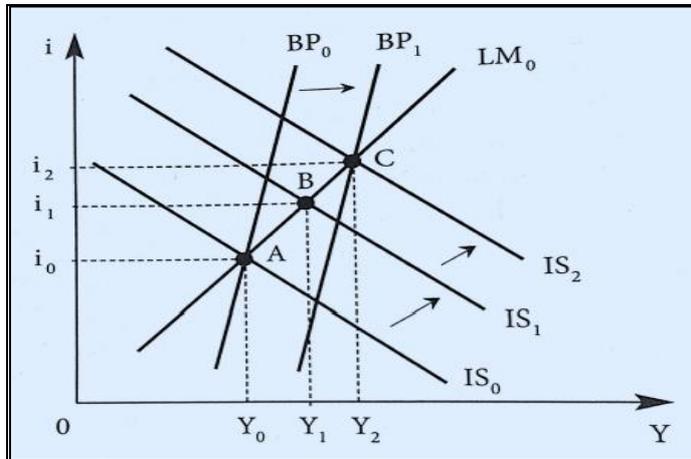
2.2.2. *La politique budgétaire avec une mobilité imparfaite (mobilité relativement faible) des capitaux en régime de change flexible*

La flexibilité du régime de change, conjuguée à la faible mobilité¹⁰ des capitaux (pente forte), peut être considérée comme étant une situation plus favorable en termes d'efficacité de la politique budgétaire. En fait, une relance budgétaire a un effet expansif sur le revenu national qui se matérialise par un déplacement de la courbe IS à droite (on passe de A à B). En interne, le taux d'intérêt augmente et en externe, le déficit de la balance des transactions courante s'aggrave. La faible mobilité des capitaux (faible élasticité du taux d'intérêt aux entrées nettes des capitaux), ne permet pas d'attirer suffisamment de capitaux pour compenser le déficit de BTC : globalement, la balance des paiements reste déficitaire. Par ricochet, la compétitivité nationale s'améliore grâce à la dépréciation du taux de change. Ipso facto, les exportations augmentent, permettant un déplacement d'IS et BP à droite (effet initial renforcé).

⁹Jacques Généreux., *op.cit.*

¹⁰ La faible mobilité des capitaux signifie une pente forte, et vice versa.

Graphique 4 : Politique budgétaire en régime de change flexible, avec mobilité relativement faible



Source : Idem¹¹

Pour récapituler, nous proposons le tableau suivant :

Tableau 1 : Efficacité de la politique budgétaire selon la nature du taux de change et le niveau de mobilité des capitaux

Nature du régime de change Degré de mobilité des capitaux	Mobilité relativement forte	Mobilité relativement faible des capitaux
	des capitaux	
Régime de change fixe	+++	+/-
Régime de change flexible	+/-	+++

+++ Politique fortement efficace

+/- Politique moyennement efficace

Source : Auteur

D'après le tableau, nous constatons que la politique budgétaire est efficace aussi bien en régime de change fixe qu'en régime de change flexible, à condition que la mobilité des capitaux soit forte dans le premier cas et faible dans le deuxième cas. Toutefois, il est important de signaler qu'avec un régime de change flottant, l'efficacité réalisée est au prix d'un taux d'intérêt plus élevé.

¹¹Jacques Généreux., *op.cit.*

Dans les analyses économiques récentes, le modèle d'offre et de demande agrégées se substitue au modèle IS-LM, à cause des limites de ce dernier et son incapacité à fournir des réponses convaincantes aux questions économiques actuelles. Ce modèle est celui que la plupart des économistes utilisent aujourd'hui pour expliquer les fluctuations de court terme de l'activité économique autour de son trend de long terme.

3. L'effet expansif de la politique budgétaire dans le modèle d'offre et de demande agrégées

Le modèle d'offre et de demande agrégées n'est pas une version élargie du modèle d'offre et de demande de marché, pour la présence de trois raisons principales :

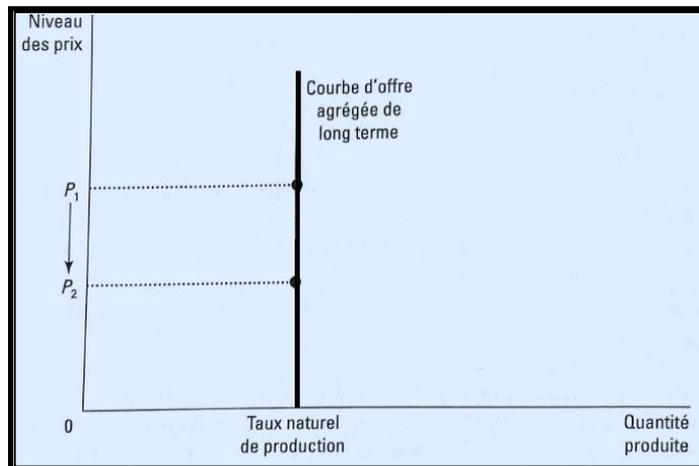
- Absence de la substitution ;
- Absence de la mobilité des facteurs de production ;
- Modèle macroéconomique qui analyse l'économie dans son ensemble.

Notre objectif derrière la mobilisation du modèle d'offre et de demande agrégée, est de démontrer l'impact de la politique budgétaire sur les différentes variables macro-économiques. Une étude préalable et minutieuse de ce modèle, montre que la politique budgétaire influence en premier lieu la courbe de demande, contrairement à la politique monétaire qui déplace la courbe d'offre. Ainsi, il serait inutile de traiter avec approfondissement la fonction d'offre dans le modèle en question.

3.1. Construction et déplacement de la courbe d'offre agrégée

La courbe d'offre agrégée représente la quantité totale de biens et de services que les entreprises produisent et vendent, indépendamment du niveau des prix. Contrairement à la courbe de la demande, qui est généralement décroissante, la courbe d'offre adopte une forme variable selon l'horizon temporel considéré. À long terme, elle est verticale, signifiant que la production dépend des facteurs de production disponibles tels que le travail, le capital et les ressources naturelles, ainsi que de la technologie utilisée. À long terme, lorsque l'économie atteint son plein potentiel, la quantité produite reste constante quel que soit le niveau des prix, en accord avec la théorie classique de la neutralité de la monnaie. Cependant, à court terme, la courbe d'offre agrégée est croissante : une augmentation du niveau général des prix tend à stimuler la production.

Graphique 5 : La courbe d'offre de LT est verticale au niveau naturel de production



Source : Auteur (À partir de Gregory N.Mankiw, Mark P.Taylor, *Principes de l'économie*, 3^{ème} édition, De boeck 2013).

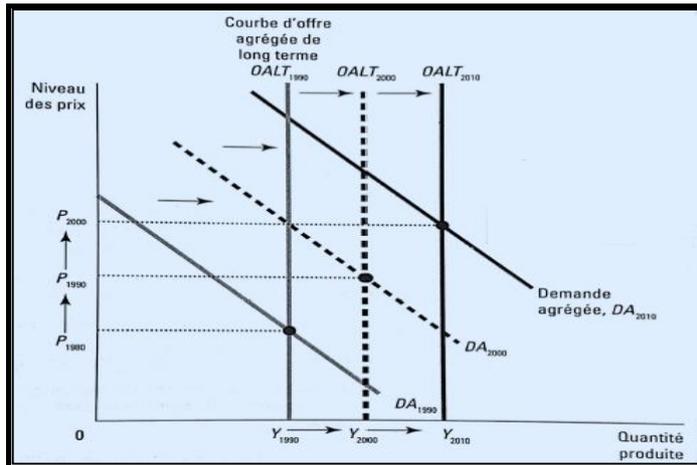
La position de la courbe d'offre agrégée à long terme est influencée par plusieurs facteurs :

- L'impact du travail : une augmentation du nombre de travailleurs entraîne une augmentation de la production de biens et de services, ce qui est lié au stock de travail et à la croissance économique.
- Le rôle du capital physique : la productivité des travailleurs est renforcée par la présence d'équipements et de structures qui facilitent la production de biens et de services.
- L'importance du capital humain : les connaissances et compétences acquises par les travailleurs grâce à l'éducation, à la formation et à l'expérience contribuent également à accroître la capacité de production.
- La disponibilité des ressources naturelles : ces ressources, qu'elles soient renouvelables ou non renouvelables, fournies par la nature comme la terre, les cours d'eau et les minéraux, jouent un rôle crucial dans la production.
- Le progrès technologique : la capacité de la société à améliorer ses méthodes de production grâce aux avancées technologiques influe sur la courbe d'offre agrégée à long terme.

L'économie, grâce au progrès technique, peut accroître sa capacité de production de biens et de services, entraînant un déplacement vers la droite de la courbe d'offre agrégée à long terme. En parallèle, lorsque la banque centrale augmente l'offre de monnaie, la courbe de demande se déplace également vers la droite.

En effet, Bien que de nombreuses forces pilotent l'économie dans le long terme, en pratique, ce sont le progrès technologique et la politique monétaire qui l'emportent. Nous obtenons une croissance tendancielle (Y augmente) de la production et une inflation continue (P augmente).

Graphique 6 : Le taux de croissance de long terme et l'inflation dans le modèle de demande agrégée et d'offre agrégée



Source : Idem¹²

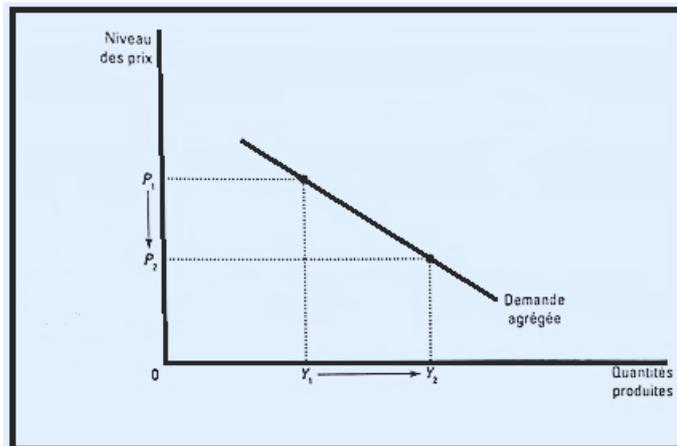
3.2. Construction et déplacement de la courbe de demande agrégée

La courbe de demande agrégée donne des indications sur la quantité de biens et de services demandée dans l'économie à différents niveaux de prix. Pour mieux comprendre son fonctionnement, il est essentiel de rappeler que le produit intérieur brut (PIB), noté Y, représente la somme de la consommation (C), de l'investissement (I), des dépenses publiques (G) et des exportations nettes (NX). Ainsi, on peut exprimer le PIB comme suit : $Y = C + I + G + NX$.

Nous nous posons la question suivante : pour un niveau de dépense publique inchangé, quel serait l'effet d'une variation du prix sur les trois composantes de la demande ?

¹² Gregory N. Mankiw, Mark P. Taylor., *op.cit.*
www.ijemsjournal.com

Graphique 7 : La courbe de demande agrégée



Source : Idem¹³

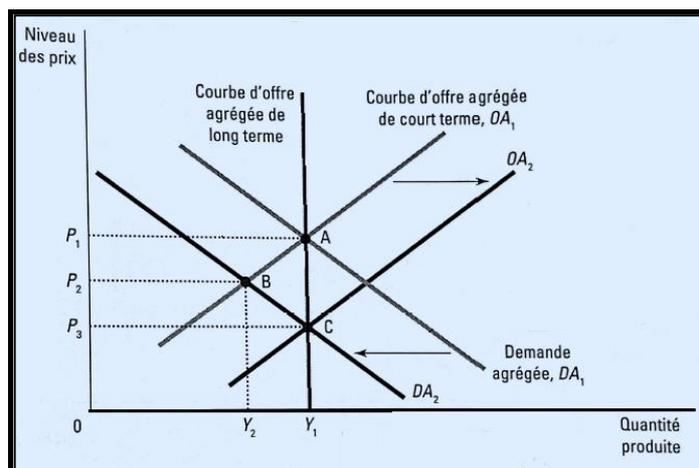
- **L'effet des prix et la consommation (l'effet de richesse) :** La baisse des prix augmente la valeur réelle de la monnaie détenue par les agents économiques, rendant les consommateurs plus riches. Par voie de conséquence, ces derniers consomment davantage. La demande globale augmente et la droite se déplace à droite ;
- **Le niveau des prix et l'investissement (l'effet de taux d'intérêt) :** Baisse des prix génère une baisse des encaisses monétaires (préférence pour la liquidité). Les agents économiques peuvent utiliser cette monnaie en excès, en la prêtant à des agents ayant un besoin de financement (achat d'obligations ou dépôt sur un compte-épargne : convertir la monnaie en actifs portant un intérêt). Ainsi, la baisse des taux d'intérêt provoque plus d'Investissements ;
- **Niveau des prix et exportations nettes (l'effet de taux de change) :** À partir du raisonnement précédent, nous avons établi que la baisse des prix cause une baisse des taux d'intérêt. Cette situation finit par provoquer une sortie des capitaux. En conséquence, la monnaie nationale se déprécie, encourageant les exportations et freinant les importations. En conséquence, l'accroissement de la demande étrangère déplace la courbe de demande à droite.

À partir des trois effets cités ci-haut, nous concluons que l'agissement sur le niveau de demande se fait indirectement en empruntant l'un des trois canaux : canal de consommation, canal d'investissement et ou canal du taux de change. À *contrario*, la façon la plus directe pour agir sur le niveau global de la demande et par là sur la croissance économique, est en augmentant

¹³ Gregory N. Mankiw, Mark P. Taylor., *op.cit.*
www.ijemsjournal.com

les dépenses publiques. Une enveloppe budgétaire supplémentaire dédiée à titre d'exemple à l'opérationnalisation d'un programme d'investissement public, aura un effet positif sur la demande des B&S et la courbe de demande agrégée (DA) glisse à droite. Inversement, une politique d'austérité budgétaire, la déplacera vers la gauche.

Graphique 8 : La politique budgétaire comme solution à la contraction de la demande agrégée (choc de demande)

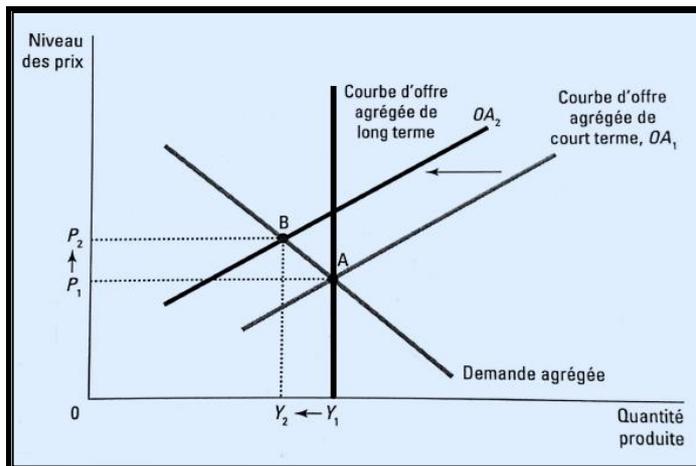


Source : *Idem*¹⁴

Une vague de pessimisme réduit la demande agrégée (on passe de DA₁ à DA₂). Pour un niveau inchangé d'offre le niveau des prix baisse (on passe de A à B). Selon, les pensées interventionnistes, l'intervention de l'État via la politique budgétaire est nécessaire. En effet, une politique de relance budgétaire permettra à l'économie de retrouver son niveau de production naturelle : une intervention publique permet de revenir au point A. Le graphique ci-haut, montre bel et bien le rôle important joué par l'État en termes de régulation de l'économie. Selon les partisans de l'autorégulation, le déséquilibre n'est que momentané, car à long terme, les anticipations s'ajustent pour rejoindre la réalité des prix. Par effet de ricochet, nous assistons à une augmentation de l'offre (on passe de OA₁ à OA₂ soit le point C).

¹⁴ Gregory N. Mankiw, Mark P. Taylor., *op.cit.*
www.ijemsjournal.com

Graphique 9 : La politique budgétaire face à un choc d'offre



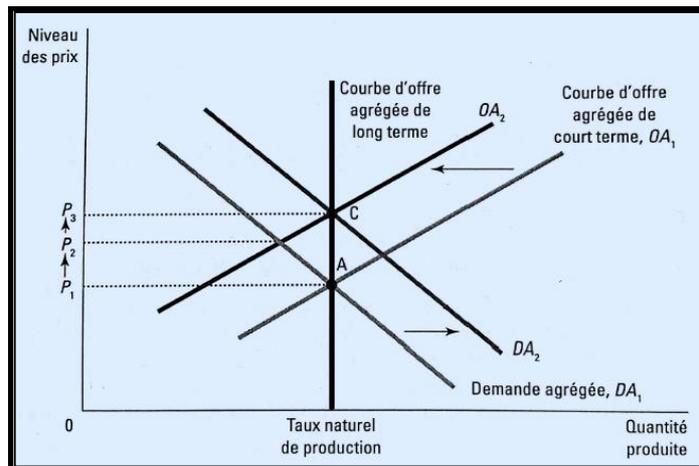
Source : Idem¹⁵

Une Augmentation des prix suite à un choc d'offre (augmentation des coûts), fait baisser ipso facto l'offre. Pour un niveau de demande inchangé, nous assistons à l'apparition de tensions inflationnistes (Situation de stagflation). Les pouvoirs publics peuvent décider d'agir dans l'immédiat afin de stimuler la demande, au prix d'une augmentation permanente du niveau des prix.

Pour les économistes orthodoxes, l'économie ne retrouve son équilibre à court terme qu'à cause de l'illusion monétaire. Par effet d'anticipations adaptatives, les agents économiques réduiront leur consommation lorsqu'ils se rendront compte de la baisse de leur salaire réel. Ainsi, il faut donner à l'économie le temps de s'auto équilibrer : à long terme, les salaires s'ajusteront (baisse des salaires) pour compenser la hausse des coûts de production. Par voie de conséquence, l'offre augmentera, permettant à l'économie de retrouver son niveau de production naturelle.

¹⁵ Gregory N. Mankiw, Mark P. Taylor., *op.cit.*
www.ijemsjournal.com

Graphique 10 : Recul de l'offre et politique budgétaire accommoda­tionniste



Source : Idem¹⁶

Dans le cas d'un recul de l'offre agrégée (le passage de OA_1 à OA_2), les pouvoirs publics peuvent tenter de stimuler la demande à un niveau qui correspond exactement à la baisse de l'offre, mais au prix d'une augmentation permanente du niveau des prix. L'économie passe de A à C, et le niveau de production reste inchangé (égal au niveau de production naturelle). Lorsque les décideurs publics usent de la politique budgétaire dans cette perspective, on considère cette dernière comme étant accommodante.

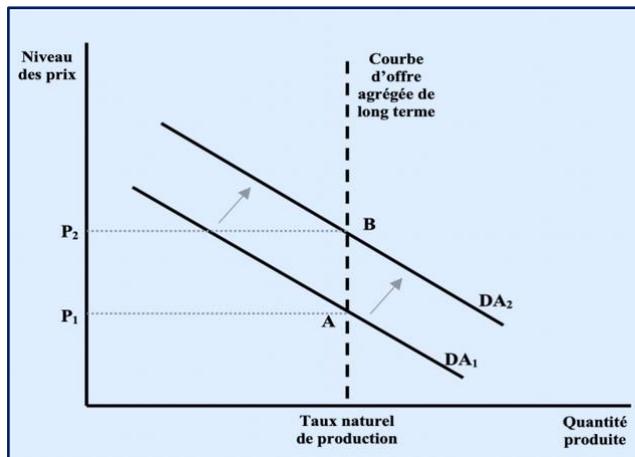
3.3. L'effet des anticipations sur l'efficacité des politiques budgétaires dans le modèle OG/DG

3.3.1. Avec anticipations parfaites

L'État via une politique budgétaire de relance (augmentation des dépenses publiques qui déplace DA vers la droite), financée par l'emprunt cause une augmentation de la demande par rapport à l'offre sur le marché des biens et services ce qui produit des tensions inflationnistes. Pour rétablir le niveau initial de leurs encaisses réelles les agents économiques augmentent leur épargne et diminuent leur consommation et leur investissement. Par conséquent, DA retrouve sa place initiale en se déplaçant vers la gauche. Par ailleurs il y a bien eu une augmentation du taux d'intérêt suite à l'endettement public (effet d'éviction). En effet, dans ce cas, l'effet d'éviction est total. Autrement dit, toute la hausse des dépenses publiques est compensée par la baisse de la demande privée (consommation et investissement) : l'effet d'éviction s'ajoute à l'effet d'encaisses réelles.

¹⁶ Gregory N. Mankiw, Mark P. Taylor., *op.cit.*
www.ijemsjournal.com

Graphique 11 : La politique budgétaire avec anticipations parfaites



Source : Idem¹⁷

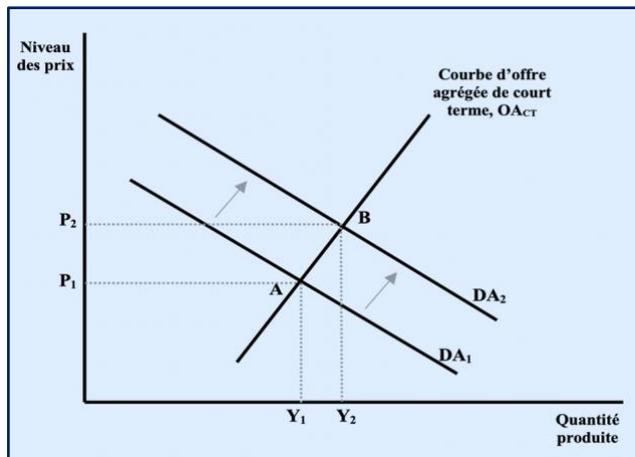
3.3.2. Avec anticipations imparfaites

Les effets de la politique budgétaire ne sont pas les mêmes, étant donné la rationalité limitée des agents économiques. A court terme, ces derniers tombent dans le piège de l'illusion monétaire. En effet, l'augmentation de la dépense publique fait déplacer DA vers la droite, même si elle est partiellement réduite par l'effet d'éviction. Cela entraîne une hausse des prix qui elle-même stimule la demande de travail en raison de la baisse du salaire réel. Aussi, les salariés augmentent leur offre de travail, car ils pensent percevoir une augmentation de leurs salaires. Cela conduit donc à une hausse de Y et de P .

Cependant, la hausse des prix limite l'effet expansif à cause des encaisses réelles et elle s'ajoute à l'effet d'éviction traditionnel. En conséquence, le multiplicateur est moins élevé et la politique budgétaire est moins efficace.

¹⁷ Gregory N. Mankiw, Mark P. Taylor., *op.cit.*
www.ijemsjournal.com

Graphique 12 : La politique budgétaire avec anticipations imparfaites



Source : Idem¹⁸

En conclusion, la rationalité limitée des agents économiques peut rendre la politique budgétaire efficace à court terme ; tandis que son efficacité à long terme est contestée puisque l'illusion monétaire ne pourra pas se répéter systématiquement.

Conclusion

Pendant les années 1950 et 1960, les politiques keynésiennes ont été dominantes, mettant en avant le rôle central de l'État dans la stimulation de la demande et le maintien du plein emploi. Cependant, la fin de l'étalon-or a remis en question leur efficacité, conduisant à une réévaluation du rôle des politiques budgétaires dans un contexte de mobilité croissante des capitaux à l'échelle mondiale. Parallèlement, l'orthodoxie classique considère le déficit budgétaire comme un déséquilibre macroéconomique, légitimant ainsi un retrait de l'État de la sphère économique au profit d'un ajustement par le marché.

Les modèles d'analyse, tels que le modèle IS-LM et le modèle d'offre et de demande agrégées, fournissent des cadres essentiels pour évaluer l'efficacité de la politique budgétaire. Le modèle IS-LM, notamment, équilibre le marché des biens et celui monétaire, permettant de comprendre l'impact des décisions budgétaires sur l'économie en dehors de toute dichotomie entre la sphère réelle et la sphère nominale.

Le modèle IS-LM a été critiqué pour ne pas prendre en compte la contrainte extérieure dans un contexte de mondialisation croissante. Ainsi, le modèle IS-LM-BP intègre les échanges

¹⁸ Gregory N. Mankiw, Mark P. Taylor., *op.cit.*
www.ijemsjournal.com

internationaux de biens, services et capitaux pour mieux saisir ces interdépendances. Cette intégration complique la mission du décideur public, confronté à un dilemme entre l'équilibre interne et externe.

En revanche, le modèle d'offre et de demande agrégées offre une perspective d'analyse plus holistique. Il se substitue au modèle IS-LM dans de nombreuses analyses récentes, offrant une meilleure compréhension des fluctuations de court terme de l'économie autour de sa tendance de long terme. Il permet d'analyser les interactions entre l'offre et la demande sur divers marchés, dont le marché du travail et celui financier.

1. **Conflit d'intérêts** : L'auteur n'a signalé aucun conflit d'intérêts.
2. **Disponibilité des données** : Toutes les données sont incluses dans le contenu du document.
3. **Déclaration de financement** : L'auteur n'a obtenu aucun financement pour cette recherche.

Références

- Barro, R. J., & Gordon, D. B. (1983). Rules, discretion and reputation in a model of monetary policy. *Journal of Monetary Economics*, 101-121.
- Barro, R. J. (1990). Government Spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103-S125.
- Dkhissi, A. (2024). "Fiscal Policy and Economic Growth Dynamics in Morocco from 1960 to 2022: Non-linear Modeling Approach." *Public Sector Economics*, Vol. 48, No. 2.
- Fleming, J. Marcus, 1961, "Internal Financial Policies Under Fixed and Floating Exchange Rates," DM/61/28 (November 8) (Departmental Memorandum), IMF Central Files (S 430, "Exchange Rates 1950").
- Fleming, J. Marcus, 1962, "Domestic Financial Policies Under Fixed and Under Floating Exchange Rates," *Staff Papers*, International Monetary Fund, Vol. 9 (November), pp. 369–79.
- Fleming, J. Marcus, and Robert A. Mundell, 1964, "Official Intervention on the Forward Exchange Market: A Simplified Analysis," *Staff Papers*, International Monetary Fund, Vol. 11 (March), pp. 1–19.
- Keynes, John Maynard, 1936, *The General Theory of Employment, Interest and Money* (London: Macmillan & Co.).
- Giavazzi, F., Pagano, M. (1990). Can Severe Fiscal Contractions be Expansionary? *Tales of Two Small European Countries*. *Macroeconomics Annual*, 5, 75–122.

- Lucas, R. E. (1988). On the Mechanics of Economic Development. *Journal of Monetary Economics*, 22, 3-42.
- Kydland, F. E., & Prescott, E. C. (1977). Rules rather than Discretion: The Inconsistency of Optimal Plans. *Journal of Political Economy*, 85(3), 473-491.
- Friedman, M. (1956). The quantity theory, a restatement. *Journal of International Money and Finance*, 28(2009), 1086–1096.
- Panizza, U., & Presbitero, A. F. (2012). Is high public debt harmful for economic growth? *VoxEU.org*, 22 avril.
- Hugon, P. (2013). Les politiques de développement après le consensus de Washington. *Problèmes économiques*, Septembre 2013 Numéro 4, pp. 120.
- Reinhart, C. M., & Rogoff, K. S. (2010). Growth in a time of debt. NBER working paper, 15639, Janvier.
- Romer, P. (1986). Increasing Return and Long-Run Growth. *Journal of Political Economy*, 94(5), 1002-1037.
- Williamson, J. (2003). Un train de réformes devenu un label galvaudé. *Consensus de Washington : un bref historique et quelques suggestions*. *Finances et Développement*, 10-13.

Livres édités

- Friedman, M. (Eds.). (1968). *Inflation et systèmes monétaires*. Paris: éd. Calmann-Lévy.
- Généreux, J. (Eds.). (2014). *Economie politique, Tom 1: Concepts de base et comptabilité nationale*. Paris: Hachette supérieur. 6ème édition.
- Généreux, J. (Eds.). (2014). *Economie politique, Tom 2: Microéconomie*. Paris: Hachette supérieur. 6ème édition.
- Généreux, J. (Eds.). (2014). *Economie politique, Tom 3: Macroéconomie*. Paris: Hachette supérieur. 6ème édition.
- Gregoty Mankiw, N., & Mark Taylor, P. (Eds.). (2013). *Principes de l'économie*. De boeck. 3ème édition.
- Mishkin, F. (Eds.). (2013). *Monnaie, Banque et marchés financiers*. Pearson Education. 10ème édition.